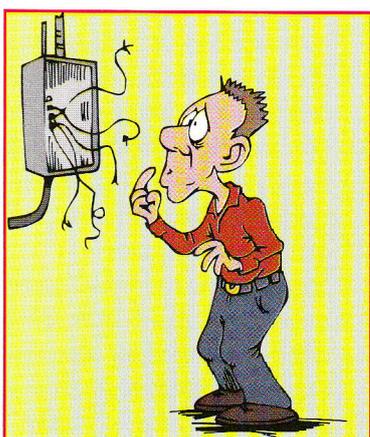


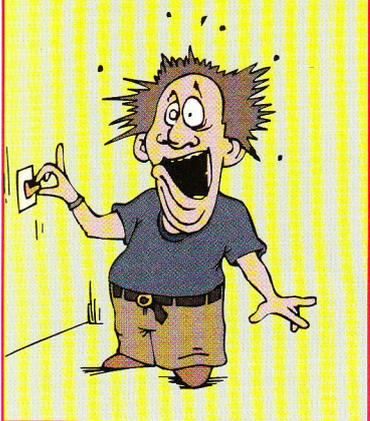
## L'ÉLECTRICITÉ

### ELLE EST ESSENTIELLE



#### SOMMAIRE

*Elle est essentielle* . . . . . p. 1  
*Quelques informations* . . . . . p. 2  
*Nos dépenses d'énergie* . . . . . p. 3  
*Les services publics*  
*au service des usagers* . . . . . p. 4



**L'**énergie électrique est essentielle à notre vie moderne dans notre univers.

Mais pour qu'elle arrive jusqu'à nous, individuellement, elle pose un grand nombre de questions qui relèvent, pour une grande part, d'un choix sociétal.

L'énergie électrique ne se stocke pas et pourtant nous demandons à l'utiliser à tous moments et toujours plus ; ce qui rend la tâche complexe.

Les matières énergétiques, elles, se stockent, mais ne sont pas plus facilement utilisables qu'un interrupteur pour éclairer une ampoule. Nos demandes à nous, consommateurs, sont, en la matière, très importantes et pourtant les inégalités nationales, européennes, mondiales demeurent.

**Oui dès qu'elle nous manque, l'électricité, tout ou presque, nous manque.**

Certains, lors des tempêtes de ces dernières années, en ont subi les désagréments. Pour la France, une donnée bien essentielle nous rassemble, c'est la péréquation tarifaire, l'égalité de prix, c'est la première des demandes, symbole, s'il en est, de notre esprit égalitaire et solidaire, attaché aux services publics.

Les services publics de l'électricité ont un caractère national très marqué, et pourtant nous subissons les choix européens et les déséquilibres du monde.

Il faut se le répéter ; l'énergie est un élément essentiel pour la vie des citoyens, pour la vie des entreprises, celles-ci pèsent dans le débat

pour l'achat de l'énergie à moindre coût.

Nous restons très attachés aux services publics, notamment pour les valeurs qu'ils représentent. Valeurs de solidarité, valeurs d'égalité, conduisant aussi à une qualité du service public.

L'Europe s'éveillerait aux services publics nous a-t-on dit. Il faut se le dire, en la matière il y a urgence, parce que le libéralisme à outrance a produit ses effets attendus et ses conséquences néfastes :

- ➡ rails en Grande-Bretagne ;
  - ➡ aéroports USA ;
  - ➡ contrôle aérien Grande-Bretagne ;
  - ➡ ou encore la faillite de l'entreprise ENRON ;
  - ➡ sans parler de world-com.
- Cela incite à une vision moins égoïste. ▲



**VOUS TROUVEREZ  
NOS PUBLICATIONS,  
NOS COMMUNIQUÉS,  
NOS EXPRESSIONS,  
NOS GUIDES,  
NOS TRAVAUX...  
SUR NOTRE SITE WEB :  
<http://www.cgt.fr/indecosa>**

## QUELQUES INFORMATIONS

### Développement durable

**Le concept de développement durable, énoncé voilà dix ans, réaffirmé l'an dernier à Johannesburg,** met en avant l'urgente nécessité de trouver un équilibre entre le social, l'économique et l'environnemental. Cette urgence doit être véritablement prise en compte. A entendre les résultats de Johannesburg, nous n'avons pas, au niveau du monde, la même lecture du concept de développement durable. Les approches sont différentes et dangereuses pour l'avenir s'il n'y a pas plus de prise en compte dans le monde.

Les questions sociales, environnementales et économiques sont essentielles ; il faut savoir au service de qui nous les mettons.

Aux services des besoins des hommes dans leur environnement respecté, cela semble le meilleur choix à faire pour les consommateurs que nous sommes.

Le droit à l'énergie pour les plus démunis comme le droit à l'énergie pour tous, terme fondateur au plan international, est un droit qui doit s'imposer, surtout quand nous voyons les inégalités persistantes au niveau du monde.

Dans ces débats, notre place de consommateur rassemblé pour agir reste à conquérir notamment au niveau européen. Plusieurs débats, que

nous avons eus avec des syndicalistes, des dirigeants d'entreprises et autres, nous ont pointé cette dimension, que ce soit pour la production diversifiée, pour les transports, pour la distribution. Pour nous, le droit à l'énergie devrait être inscrit dans la charte des droits fondamentaux européens.

### Gaz

Le gaz, énergie noble s'il en est, en France est une énergie pour l'essentiel importée. Notre entreprise Gaz de France n'a pas d'obligation de desserte universelle. Seulement dans le cadre du plan triennal 1 200 communes sont raccordées au bout de trois ans, cela à partir du rapport B/I (bénéfice sur investissement), les communes sont raccordables ou non.

Ce qui peut à partir de là nous interroger : la question des besoins n'est pas traitée comme prioritaire.

En France, La sécurité gaz est aussi une question qui préoccupe fortement les consommateurs, surtout le renouvellement des fontes grises. Nous pensons d'ailleurs que cela ne va pas assez vite.

### Nucléaire

Concernant l'énergie nucléaire, que nous le voulions ou pas, l'énergie produite à

partir du nucléaire est essentielle pour répondre à nos besoins de consommateurs. Nous voudrions tous avoir des productions d'énergie sans conséquences, sur l'environnement, sur l'état de nos ressources, sur notre vie, et pourtant nous en avons besoin.

Alors, comment faire ? Nucléaire, pas nucléaire ? S'éclairer avec des bougies, diront par provocation certains d'entre nous.

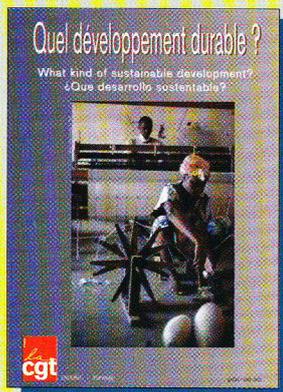
Au jour d'aujourd'hui, nous en avons besoin mais cela ne dispense personne de jouer à fond la transparence, la concertation. Et surtout de ne pas laisser au seul moteur du profit l'exploitation des centrales nucléaires.

L'inquiétude existante sur le nucléaire renforce l'idée d'un débat nécessaire sur les questions énergétiques.

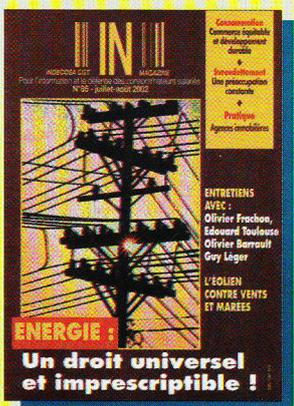
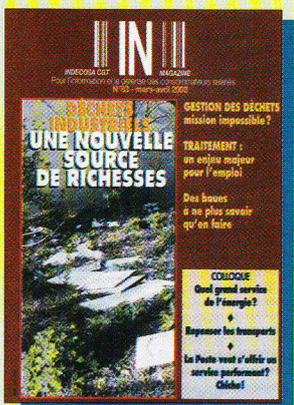
Nous appelons, avec d'autres, à un débat citoyen, un débat en grand. Même face aux institutions européennes avec l'ensemble du mouvement consumériste, nous devons nous y préparer. Pour des raisons écologiques mais aussi économiques, la diversification des sources d'énergies s'impose comme nécessaire.

### Energies renouvelables

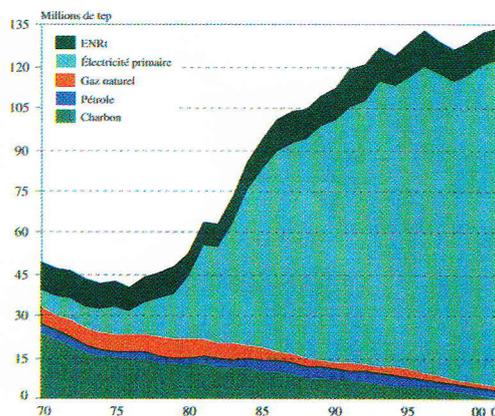
La France est aujourd'hui premier producteur et premier consommateur des



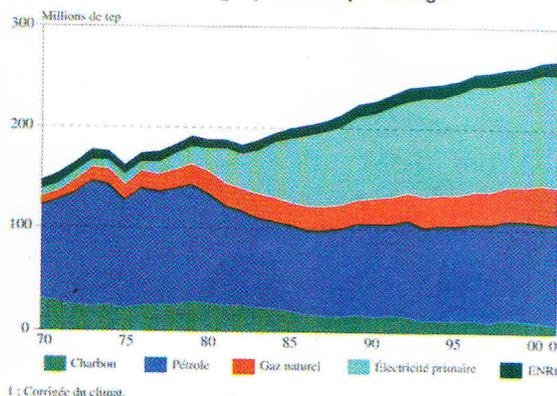
Brochure disponible auprès de l'espace Europe/ International



Production d'énergie primaire par énergie



Consommation d'énergie primaire<sup>1</sup> par énergie



Source : Observatoire de l'Énergie, Édition 2002.

énergies renouvelables d'Europe. 6,7 % de la production nationale énergétique, y compris production électricité (hydraulique, bois et déchets, bio carburant). La France est riche en ressources d'énergies renouvelables, même s'il reste beaucoup à faire.

### Energie fossile « pétrole »

Il est moins utilisé dans l'industrie et le résidentiel-tertiaire ou en consommation finale. Le gaz et l'électricité l'ont compensé de manière importante (industrie 61 % en 1973, 32 % en 1985, résidentiel-tertiaire 58 % en 1973 contre 35 % en 1985)

Par contre le pétrole poursuit une croissance dans le secteur des transports, 52 % de la consommation totale en 2001 contre 31 % en 1973. La contribution du pétrole chute dans la consommation d'énergie primaire de 68 % en 1973 à 38 % en 2001.

### Energie fossile « charbon »

La consommation de charbon s'est considérablement réduite, 70 Mt en 1960 à 20 Mt en 2001, la restructuration dans la sidérurgie en est un des éléments. Le résidentiel-tertiaire a chuté nettement de 90 % en trente ans. Même si la crise dite pétrolière a contribué à un regain d'intérêt pour le charbon. Aujourd'hui, ce sont les centrales électriques qui, pour une grande part, utilisent le charbon.

- ➔ En 1973 nous produisons 29,1 Mt, nous en importons 16,5 Mt.
- ➔ En 1990 nous produisons 13,5 Mt, nous en importons 20,7 Mt.
- ➔ En 2001 nous produisons 02,7 Mt, nous en importons 17,4 Mt. ▲

## NOS DÉPENSES D'ÉNERGIE

*Réduire ses dépenses d'énergie, n'est pas incompatible avec nos combats pour la sauvegarde de nos services publics de l'énergie électrique et gazière. Utiliser l'énergie en fonction de ses besoins ne veut pas dire gaspillage. C'est notre point de vue de consommateurs responsables et citoyens. C'est l'intérêt de tous (société, écosystème, et nous-mêmes).*

### Quelques conseils

- ➔ Utilisons des programmeurs et régulateurs de température adaptés à notre mode de chauffage. Une bonne gestion de son système de chauffage (avec thermostats d'ambiance, robinets thermostatiques...) peut faire économiser jusqu'à 25 % d'énergie ;
- ➔ adaptons la température des différentes pièces de notre maison, avec des lieux de vie non surchauffés, des chambres chauffées à 16°, 18°. Si nous nous absentons du domicile, abaissons le thermostat, augmenter la température d'un degré conduit à consommer 7 % d'énergie en plus ;
- ➔ assurons-nous de notre bonne isolation thermique, adoptons des gestes simples ne laissons pas forcément les fenêtres entrouvertes en permanence, mieux vaut les ouvrir en grand quelques minutes, et le soir fermons les volets et les rideaux pour conserver ces degrés de températures ;
- ➔ éteignons systématiquement la lumière en sortant d'une pièce ;
- ➔ éteignons au maximum nos appareils électriques plutôt que de les laisser en veille, laisser un téléviseur en veille peut coûter plus cher que de la regarder : 80 W en marche pour 15 W en veille ;
- ➔ abandonnons nos ampoules à filament traditionnelles pour les remplacer par des

lampes fluos compactes ou des tubes fluorescents, ce qui permet de diviser sa consommation d'électricité ;

- ➔ si nous construisons, tenons compte de l'orientation de notre maison pour avoir le plus de lumière du jour ;
- ➔ si nous changeons nos appareils électroménagers, choisissons des appareils performants, économes en énergie. Nous devons trouver sur les appareils de froid, les lave-linges, les sèche-linges, une étiquette « énergie » qui indique leurs niveaux de performances ;
- ➔ utilisons nos appareils de lavage une fois qu'ils sont entièrement remplis et de préférence en mode économique ;
- ➔ utilisons au maximum l'essorage du lave-linge avant d'utiliser un sèche-linge ;
- ➔ pour les appareils du froid, réfrigérateurs et congélateurs, évitons de laisser les portes trop longtemps ouvertes, n'y plaçons pas d'aliments encore chauds. Dégivrons dès que la couche de givre atteint 3 mm (risque de surconsommation). ▲



## ELECTRON



Le mot « électricité » à pour origine le nom « élektron » mot utilisé par les Grecs de

l'antiquité pour désigner une sève d'un arbre résineux fossilisée : l'ambre jaune. A l'époque, ils avaient observé qu'un morceau d'ambre jaune frotté sur de la laine attirait à lui des objets aussi légers qu'une plume. Ce phénomène reçut le même nom que la matière qui le produisait : l'élektron. Il s'agissait d'une manifestation de l'électricité statique.

## LE PARATONNERRE

Il n'éloigne pas la foudre, il canalise la décharge électrique dans un conducteur depuis une tige dressée au sommet d'une maison jusqu'au sol.

## LA FOUDRE

L'éclair conducteur qui jaillit en direction du sol est aussitôt suivi d'une puissante décharge en retour émanant de la terre.

La tension de la foudre peut atteindre plusieurs dizaines de millions de volts en jaillissant d'un nuage vers un autre nuage ou vers la terre, en 1/10<sup>e</sup> de seconde environ.

## LES PILES

Les piles utilisées dans les appareils mobiles se jettent une fois déchargées. Certains les remplacent par des accus de taille identique, rechargeables en quelques heures. Mais dans tous les cas, on ne jette pas ces piles usagées n'importe où, ils existent des lieux, des points de récupérations de ces piles. Renseignez-vous notamment auprès de ceux qui vous vendent ces piles ou auprès des communes.

Une baisse de 1° C de la température en hiver entraîne une demande supplémentaire de 1 000 MW de puissance électrique.

## LES SERVICES PUBLICS AU SERVICE DES USAGERS

**I**ls sont essentiels à la vie, à notre vie de tous les jours. Ils sont indispensables pour vivre simplement, pour vivre avec dignité. Ce sont des éléments qui, dans notre société, se sont justement retrouvés, organisés dans le cadre des services publics, comme la fonction publique avec la police, la justice, l'école, la dgccrf... C'est aussi, sous une autre forme, la santé avec la Sécu, les hôpitaux, les transports collectifs, l'énergie électrique et gazière... Ces éléments indispensables à notre vie devraient échapper à la loi du marché. Ces services publics égalitaires, solidaires, de qualité devraient être accessibles à tous les consommateurs, à tous ceux qui vivent sur notre territoire. Aujourd'hui, ce ne sont pas les choix effectués : l'exemple des prix du gaz fourni aux usagers par l'entreprise Gaz de France en est révélateur. Gdf affichait, il y a encore quelques jours, ses bons résultats dégagant des bénéfices substantiels ; le gouvernement a accordé encore 3 % d'augmentation au 1<sup>er</sup> novembre 2002, alors

qu'il nous avait assurés de la baisse des prix lors de la suppression de la TIPP flottante.

Comment peut-on aussi facilement dire tout et son contraire, sauf à vouloir mieux encore prélever aux pauvres pour donner aux riches.

Ces augmentations sont perçues sur le budget des familles alors que dans le même temps les clients éligibles et les grosses entreprises utilisatrices ont des prix préférentiels. Quelle injustice !

Depuis plusieurs mois, conformément à la formule tarifaire de l'entreprise Gdf inscrite dans son contrat de plan, nous réclamons une baisse du prix du gaz pour les particuliers de l'ordre de 15 % en le justifiant par la baisse (à l'époque) du prix du pétrole.

Ils nous ont toujours répondu, pour refuser cette baisse, que Gdf devait assumer la flambée du prix du pétrole de 2000. Or, nous constatons à chaque fois que notre entreprise nationale affiche des résultats nets en augmentation.

Depuis 2000, c'est 30 % de plus que paient les consommateurs domestiques du gaz. Et ce n'est pas la baisse de 4,5 % du 1<sup>er</sup> mai qui a pu rétablir l'égalité, car pendant le même temps les gros consommateurs professionnels de gaz ont vu leurs factures s'alléger.

Depuis plusieurs mois, l'entreprise augmente ses profits en ponctionnant les usagers captifs pour mieux préparer la concurrence et la compétitivité tarifaire sur les gros clients éligibles qui, eux, peuvent s'approvisionner ailleurs. C'est le même objectif qui fait qu'aujourd'hui on fait payer aux usagers captifs français les investissements à l'étranger de l'entreprise. Les prix des produits, comme des services essentiels à la vie de tous, tous les jours, devraient être calculés au plus juste sans faire de profits, que ce soit par le biais de la Tva ou par des hausses exorbitantes ; ce qui justifie la concurrence. En matière de prix du gaz relevant de notre entreprise publique, le pourquoi des hausses doit être justifié aux usagers que nous sommes. ▲



### PRIX ET SERVICES PUBLICS

Dans quelques argumentations, nous pouvons entendre que la mise en concurrence des entreprises serait facteur de réduction des prix. Or, à y regarder de plus près, aucune démonstration ne nous est faite à ce propos, au contraire, observons aussi la sécurité des transports ferroviaires britanniques.

En France, ils nous annoncent qu'en 2005 les ménages pourront choisir leur producteur d'énergie. Si cela est aussi compliqué que pour le téléphone, bonjour le mal de tête !

Mais cela ne correspond pas forcément à une demande des Français qui sont attachés au système de péréquation tarifaire, comme ils sont attachés à l'ensemble de nos services publics de proximité comme Edf, La Poste et d'autres. En matière de défenses de service public, nous ne pouvons accepter ce qui conduit à supprimer des emplois publics, avec un statut de qualité, bien souvent d'ailleurs au profit d'emplois de sous-traitances avec une insuffisance de statuts de formation...

Nous avons cette volonté de ne pas opposer consommation, social et environnement. Ces trois dimensions sont pour nous inséparables : cela s'appelle la consommation citoyenne.

Signer la pétition service public site : <http://pourleservicepublic.net>

**Vous désirez être informés des travaux de notre association :**

**IN magazine**

Un journal bimestriel est disponible sur abonnement à votre domicile.

Je désire m'abonner au tarif de :

- abonnement normal : 18,30 euros  
 abonnement de soutien : 30,49 euros

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ecrire : Indécosa Cgt - 263 rue de Paris 93516 Montreuil cedex.  
Nous envoyer un mail : [indecosa@cgt.fr](mailto:indecosa@cgt.fr) - Tél. : 01 48 18 84 26 -  
fax : 01 48 18 84 82

Cachet de l'association d'entreprise, locale ou départementale.